

Christian SAUTTER

LA DYNAMIQUE LONGUE DE LA CHINE

9 mars 2013

Pendant que le « café du commerce » français reprend le débat sur la retraite à 62 ans, deux non-événements importants se sont produits en Chine. Le premier est le remplacement d'une direction collégiale en costume sombre et cravate rouge par une nouvelle équipe collégiale en costume sombre et cravate rouge. On sait peu de choses du nouveau président en titre : il est le fils d'un haut dignitaire de la Révolution, il peut parler sans notes à la différence de son prédécesseur et il est bien vu par les militaires comme par les modernistes. L'autre non-événement est que la Chine a exposé pour la première fois une voiture « milieu de gamme » au Salon de Genève, manifestant ainsi un intérêt nouveau pour un marché européen déjà sursaturé.

Levons les yeux de notre guidon parisien et européen et regardons au loin cette Chine immense qui a un fait un retour éclatant dans le monde à partir de la grande réforme de 1978. Pour les esprits simples adulant Thatcher et Reagan, Adam Smith et Friedman, le nouveau miracle chinois s'explique aisément. Confessant ses erreurs communistes, la Chine a adopté le crédo capitaliste avec fougue : le marché, tout le marché, rien que le marché ; la démocratie viendra forcément, mais plus tard.

Pour un économiste aussi subtil que Michel Aglietta, c'est plus compliqué et plus passionnant : la croissance chinoise d'aujourd'hui vient de loin et elle est bourrée de contradictions. Après avoir consacré un livre fondateur au capitalisme américain à la fin des années 1970, il se penche aujourd'hui sur la Chine, mélange de capitalisme et d'empire, avec l'appui d'une jeune universitaire chinoise qui, apparemment, a lu toute la littérature en anglais et la cite de façon inégale (« La voie chinoise », Odile Jacob, 2012, 430 pages plutôt denses).

Première question : pourquoi la Chine a-t-elle raté la première révolution industrielle, alors qu'elle était la première économie du monde jusqu'en 1500 ? Réponse : l'économie politique de la Chine était stable et a dédaigné les technologies occidentales apportées par les missionnaires jésuites. Le « régime de croissance », concept fondateur chez Aglietta, articulait un système politique stable et une économie stable. En haut, l'Empereur assurait par son prestige et la force armée l'unité du pays à partir de 221 avant Jésus-Christ. Une bureaucratie recrutée sur concours assurait la liaison entre le pouvoir central et « un océan de communautés agraires locales auto-organisées ». Tant que la paix régnait, l'irrigation fonctionnait, et les paysans mangeaient à leur faim, la société était stable, même si la

croissance était fort modeste. Il n'y avait pas de bourgeoisie urbaine ambitionnant de commercer et financer, donc d'utiliser les « progrès » étrangers.

Cette société pyramidale introvertie a été effondrée par les puissances coloniales à partir de la guerre de l'Opium de 1840, de la victoire japonaise sur la Chine en 1895 et de toutes les catastrophes qui ont suivi, jusqu'à la conquête du pouvoir par Mao Tsetoung en 1949.

Aglietta et Guo Bai expliquent ensuite que le « régime de croissance » des années 1949-1978 n'avait pas que des défauts puisqu'il a reconstitué les trois bases de la croissance que la Chine a connue après 1978. La première est, évidemment, le rétablissement d'un État central fort, aux mains du Parti Communiste. La deuxième est l'encadrement des masses rurales par des cadres, que l'on n'ose pas qualifier de lettrés, puisque la fidélité à Mao l'emportait désormais sur la connaissance des œuvres subtiles de Confucius. La troisième est l'amélioration de l'éducation et de la santé, créant un réservoir infini de main-d'œuvre de qualité.

L'ouverture contrôlée aux techniques étrangères a commencé dans l'agriculture dès le début des années 1970, améliorant le niveau de vie rural, accroissant les recettes publiques et libérant une main-d'œuvre jeune. Puis elle s'est faite en ouvrant les régions côtières aux ateliers travaillant pour l'étranger. Les deux auteurs expliquent très bien, en s'appuyant sur les travaux de Lewis, que la combinaison de jeunes travaillant au salaire de subsistance (juste ce qu'il faut pour survivre et envoyer quelques yuan à la famille restée à la campagne) et de technologies performantes, a dégagé des profits fabuleux et des prix imbattables. Ces profits ont été partagés entre les consommateurs américains vêtus pour pas cher, les groupes capitalistes occidentaux et les autorités chinoises, qui ont investi à profusion au niveau local comme au niveau national.

Hélas, si l'on peut dire, ce « régime de croissance » fondé sur la combinaison du salaire oriental et de la technique occidentale touche à sa fin, car le surplus de jeunes travailleurs ruraux est en voie d'épuisement. Il faut passer à autre chose et c'est là qu'intervient selon les auteurs la force extraordinaire du régime chinois : la planification à long terme. Tandis que les démocraties sont ballottées chaque jour par Wall Street, particulièrement depuis la crise de 2008 qui n'est pas finie, la Cité interdite penserait et agirait à trente ans.

C'est à ce stade que le livre savant devient surprenant, car il faut une belle audace pour expliquer à l'opaque direction chinoise comment surmonter les contradictions du régime de croissance actuel. Dans leur ouvrage d'économie politique, les auteurs se lancent dans les conseils économiques et politiques.

Commençons par l'économie. « La Chine doit sauter par-dessus le mode de vie occidental pour passer directement à une société postindustrielle, fondée sur des technologies favorables à l'environnement » (page 332). La Terre n'a pas un « capital naturel » suffisant pour que tous les Chinois consomment autant de voitures que les Américains. C'est vrai, mais il n'empêche que la Chine est déjà devenu le premier marché automobile du monde devant le marché des États-Unis.

Le Salon de Genève montre que la Chine d'aujourd'hui, comme le Japon d'il y a quarante ans, a la ferme intention de « rattraper et dépasser l'Occident » dans le secteur de l'automobile comme elle l'a fait antérieurement dans le textile. Et ses ambitions, légitimes, ne sont pas minces non plus dans le domaine de l'aéronautique et des énergies nouvelles. Je ne crois guère à l'avènement d'une Chine en pointe sur la seule « innovation frugale et indigène ».

L'industrie chinoise ne me semble pas appartenir au passé. La Chine transformée en État providence fournissant des services, dans laquelle tous les citoyens seraient couverts par un système national de protection sociale, appuyé sur une base centralisée de données individuelles (brrr !) me semble utopique.

Sur la politique, les suggestions sont encore plus osées. Après l'affirmation péremptoire que « les démocraties représentatives sont handicapées par leurs procédures électives », les deux auteurs plaident pour une démocratie participative originale qui pourrait plus facilement émerger en Chine, sur le modèle de l'Empire ancien. Au sommet, le Parti à la place de l'Empereur, à la base la société civile auto-organisée, et entre les deux la pensée de Confucius qui donnerait son ciment moral à cette pyramide originale.

Il est curieux de voir deux économistes, acceptant que des contradictions s'accumulent dans le champ de la production, de la finance et de la répartition des revenus, contourner les contradictions qui croîtront inévitablement au sein de la société politique, avec la croissance d'une jeune classe moyenne urbaine éduquée, la survivance d'une vieille classe paysanne spoliée de ses terres par l'urbanisation, et la pression de plus en plus lourde d'une couche bureaucratique vivant en parasite sur les deux. On ne peut que sursauter en lisant la phrase suivante : « Convenablement gérée, la corruption est un mécanisme essentiel pour calibrer, sous l'autorité du Parti, les relations entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, ainsi que les relations entre la direction centrale et les comités locaux » (page 400). Le pauvre Montesquieu s'en retournerait dans sa tombe !

Fidèle à la vision locale de l'Empire du Milieu, le livre accorde peu de place dans un ouvrage de 430 pages aux relations internationales de la Chine. Il affirme de façon lapidaire que « l'Asie de l'Est s'est intégrée autour de la Chine tout comme l'Australie » (page 403). Japonais et Coréens apprécieront.

Si la Chine se donne pour directive économique opérationnelle de « rattraper et dépasser l'Occident » (page 8), nous sommes prévenus. À nous Français, à nous Européens de sursauter et de réagir en promouvant les technologies d'avenir, y compris dans l'industrie automobile pour laquelle il reste quelques années avant la déferlante chinoise.

 Tout en conservant les principes de l'État providence !

 Tout en montrant que la démocratie peut surmonter les crises aussi bien que les despotismes les plus éclairés !

Christian Sautter